

FAOUZI REBAINE, PRÉSIDENT

DE AHD 54 :

«Des élections anticipées permettront d'instaurer un État de droit»

Réagissant aux informations publiées sur le site WikiLeaks, reprises ce lundi par la presse et évoquant une fraude massive lors de l'élection présidentielle de 2009, le président de Ahd 54 a déclaré que son parti avait à l'époque «établi un rapport signalant la fraude qui a été transmis au secrétaire général de l'ONU par le biais de ses représentants en Algérie». Evoquant le site WikiLeaks, qui a rendu publique l'information selon laquelle l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique à Alger a dévoilé que la mission d'observateurs de l'ONU a adressé un rapport confidentiel sur la fraude lors de la dernière élection présidentielle du 9 avril 2009 à laquelle il a été candidat, Fawzi Rebaïne a déclaré avoir dénoncé cette élection dans le fond et dans la forme. «J'ai contesté dès l'acceptation dès candidatures la crédibilité du Conseil constitutionnel qui a falsifié les chiffres en réduisant le nombre de signatures collectées lors du dépôt de candidatures qui était de l'ordre de 128 000 et cela par huissier de justice. J'ai contesté tout au long de la campagne électorale mon droit au passage à la télévision qui était partial», explique Fawzi Rebaïne dans un communiqué.

Pour le président de Ahd 54, son parti a «signalé dès l'annonce des résultats la fraude massive avec des taux fictifs pour la participation qui était de 74,54% et de 90,24% en faveur du président candidat. Avec zéro voix dans certaines communes où des élus du parti avaient la majorité.»

C'est à partir de là, explique Fawzi Rebaïne, que «j'ai déclaré que l'élection était entachée d'irrégularités par tout le processus de préparation et de contrôle qui était entre les mains du président candidat et de toute son administration». Le président de Ahd 54, lors de l'élection de 2009, dénoncera par ailleurs le fait qu'il n'ait pas été entendu. «Alors que tous les autres candidats ont refusé de collaborer avec les représentants de l'ONU, j'étais le seul à m'engager publiquement en remettant un rapport détaillé au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, par le biais de ses représentants en Algérie. Ce qui nous a valu d'être rétrogradés à la dernière place dans le classement final.» Il imputera ainsi les manifestations enregistrées dans le pays à «l'incapacité des gouvernants à répondre aux attentes populaires». Le président de Ahd 54 conditionnera enfin l'instauration d'un Etat de droit par la tenue d'une élection présidentielle anticipée.

F.-Zohra B.

TÉBESSA

Mohcen Bouterfif enterré dans son village natal

Un impressionnant dispositif de sécurité a encadré, hier à Boukhadra, l'enterrement du jeune Mohcen Bouterfif, qui a succombé à ses brûlures lundi dernier au CHU d'Annaba. Nombreux étaient les citoyens qui l'ont accompagné à sa derrière demeure et les autorités craignaient que le cortège funèbre ne dégénère en émeute, tant l'émotion était à son comble. Mohcen, qui s'est immolé par le feu il y a une semaine pour exprimer son ras-le-bol face à l'attitude méprisante du maire de Boukhadra à son égard, a laissé derrière lui une femme enceinte et un enfant de deux ans, sans aucune ressource. L'enterrement s'est déroulé dans le calme.

Un autre jeune s'immole

Hier encore dans la wilaya de Tébesa, un autre jeune homme (A. H., 23 ans) a tenté de faire de même que Mohcen Bouterfif, et ce, en signe de protestation contre les bureaucrates qui encadrent le dispositif du micro-crédit.

Les entraves qu'il aurait rencontrées pour monter son projet l'ont plutôt mené à une situation de désespoir. Et n'était l'intervention énergique des passants devant le siège de la wilaya où le malheureux tentait de s'immoler par le feu, il aurait subi le même sort que le jeune Mohcen.

Djamel Saâdallah

LOUISA HANOUNE APPORTE SON SOUTIEN À LA RÉVOLUTION TUNISIENNE

Pour l'Algérie, c'est une autre paire de manches !

Pour la SG du Parti des travailleurs, ce qui se passe en Tunisie n'est pas propre à ce pays voisin. Des situations prérévolutionnaires latentes existent partout en Europe ainsi qu'au niveau de certains pays du monde, sauf... en Algérie. Louisa Hanoune se veut à la fois claire et rassurante : «L'Algérie n'est pas la Tunisie.»

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) -S'exprimant hier à l'occasion d'une conférence de presse, la secrétaire générale du Parti des travailleurs a estimé que les récentes émeutes qu'a connues l'Algérie tout comme les événements d'Octobre 1988 ou encore ceux qui ont marqué la Kabylie en 2001 n'ont rien d'un mouvement révolutionnaire ni même de prérévolutionnaire.

Ainsi, Louisa Hanoune se veut catégorique à l'adresse

de ceux qu'elle accuse de vouloir importer la révolution tunisienne en Algérie : «Non, ça ne se passe pas comme ça. Nous ne pouvons pas importer un modèle, qu'il soit politique, social ou révolutionnaire. Chaque pays a ses caractéristiques et un mouvement révolutionnaire est forcément lié à certains facteurs qui, pour le moment, ne sont pas réunis en Algérie.»

Afin de donner plus de consistance à ses déclarations Louisa Hanoune argumente :

«C'est parce qu'il n'y a jamais eu de jonction entre le système politique et social que nous ne pouvons parler de mouvement révolutionnaire en Algérie.»

Et encore, ce n'est pas la seule raison pour Louisa Hanoune qui se veut plus explicite : «L'Algérie vient de sortir d'une tragédie et les gens sont donc encore fatigués pour déclencher un mouvement révolutionnaire sans toutefois oublier qu'il y a quand même des réponses aux préoccupations sociales de la part de l'Etat.»

L'absence de libertés en Algérie y est aussi pour quelque chose, aux yeux de la SG du PT.

Mais Louisa Hanoune, dont la vision semble si profonde pour qu'elle s'arrête à

ce stade de la réflexion, enchaîne et va plus loin : «Un Etat qui œuvre pour consacrer la souveraineté nationale et la propriété collective des ressources et des richesses du pays en dépit de toutes les pressions internes et externes n'a pas à avoir peur de ce qui se passe en Tunisie. Au contraire, l'Algérie doit s'ouvrir

et se nourrir de cette révolution et laisser le mouvement social apporter pacifiquement son soutien au peuple tunisien.»

Enfin, Louisa Hanoune affirme que le Parti des travailleurs apporte son soutien total à la «révolution du peuple tunisien», tout en qualifiant ceux qui ne voient pas ce

mouvement comme tel, d'«ennemis de la démocratie et du peuple tunisien». Même si de l'avis de M^{me} Hanoune, ce qui est valable en Tunisie ne l'est pas forcément en Algérie, et il ne faut surtout pas tromper le peuple.

«L'Algérie n'est pas la Tunisie», conclut-elle

M. M.

À PROPOS DU RÉGIME EN PLACE :

«Je n'ai rien contre Bouteflika»

Même si la secrétaire générale du Parti des travailleurs admet que le pouvoir n'a pas changé de forme sous le règne de Bouteflika, elle déclare n'avoir rien contre le premier magistrat du pays. «Ce n'est pas une question d'un homme ou d'une personne mais plutôt d'institutions», a-t-elle souligné tout en précisant que son parti milite dans ce sens, notamment la

dissolution de l'APN qu'elle juge depuis longtemps discréditée et non représentative.

«Nous ne sommes pas pour la dissolution de l'Etat mais pour le changement vers le mieux, comme la levée de toutes les restrictions qui découlent de l'état d'urgence», a-t-elle ajouté.

M. M.

TIZI-OUZOU : SUR FOND D'UNE MOBILISATION CITOYENNE

Les 12 jeunes mêlés aux troubles libérés

«C'est la première victoire de la mobilisation !» C'est ainsi qu'un des animateurs du Comité des quartiers et villages de Tizi-Ouzou a interprété, hier, la remise en liberté des douze jeunes ayant fait l'objet d'une arrestation, il y a deux semaines, lors d'un meeting houleux tenu au lendemain des émeutes ayant secoué le pays.

La mobilisation constatée lundi, lors du passage des douze jeunes devant le juge d'instruction, n'a pas baissé d'un iota hier, lorsque des dizaines de personnes se sont retrouvées, comme convenu, devant le majestueux immeuble faisant office de cour de justice, mitoyen au non moins imposant siège abritant les bureaux de la Sûreté de

wilaya, au centre-ville de Tizi-Ouzou. C'est dire si ce rassemblement s'est tenu dans ce que l'on pourrait qualifier de plus sensible quartier de Tizi-Ouzou.

Un peu plus de quatre heures durant, ils ont pris leur mal en patience jusqu'à ce que des avocats du collectif qui se sont constitués d'office après les troubles d'il y a quinze jours à la mai-

son de la culture, leur annoncent la libération de tous les jeunes interpellés dans le courant de l'après-midi. En fin de compte donc, le rassemblement devra se tenir cette fois aux portes de la prison de Tizi-Ouzou où la foule s'était rendue pour accueillir les douze malheureux jeunes hommes qui ont bénéficié, finalement, d'une remise en liberté provisoire comme l'exigeait le collectif de défenseurs mis sur pied au lendemain des troubles ayant secoué la maison de la culture.

Le mandat de dépôt a été donc levé, mais «la mobilisation de la population demeurera intacte jusqu'au bout», a laissé entendre le

même animateur du mouvement créé par les citoyens de Tizi-Ouzou il y a quelques jours. Jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à leur libération pure et simple, ont exigé hier les présents.

On rappellera que les douze jeunes, désormais prévenus libres, ont été présentés devant le parquet de Tizi-Ouzou pour attroupe-ment non armé, troubles à l'ordre public et destruction de biens de l'Etat et d'autrui, selon le communiqué de la police rendu public au lendemain des émeutes ayant secoué la ville de Tizi-Ouzou, comme le reste du pays.

M. Azedine

BÉJAÏA

Le RCD appelle à une marche le 29 janvier

La violente répression de la manifestation citoyenne initiée le week-end dernier dans la capitale avec comme mot d'ordre majeur l'exigence de la levée de l'état d'urgence a, tout au contraire, affermi la conviction des militants du RCD à poursuivre leur combat pour la dignité, la justice et la liberté.

«Face à un régime aux abois, aux postures totalitaires et méprisantes à l'égard de la société algérienne, et conscient de la gravité de la crise et des dangers qui guettent la nation», le RCD de Béjaïa vient de lancer un appel à toute la société (citoyens, organisation des droits de l'homme, syndicats autonomes, associations estudiantines et de jeunes, comités de village et de quartier, associations, figures intellectuelles et partis politiques) pour l'organisation d'une marche populaire le samedi 29 janvier 2011 à 10h à partir de l'esplanade de la maison de la culture Taos-

Amrouche vers le siège de la wilaya. Entre autres mots d'ordre de la manifestation de rue de ce samedi, l'exigence dans un premier temps et en urgence de «la libération de tous les prisonniers arrêtés lors des dernières manifestations, la levée immédiate de l'état d'urgence, dont la seule fonction est d'étouffer la vie publique et de couvrir la corruption, l'ouverture du champ politique et médiatique et la restauration de toutes les libertés individuelles et collectives garanties par la Constitution et la dissolution de toutes les institutions élues».



Photo : Samir Sid.

Marche du 22 janvier à Alger.

Pour le RCD de Béjaïa, les derniers événements qui ont secoué le pays ont montré, encore une fois, «l'irresponsabilité d'un pouvoir qui continue à s'enfoncer en se

réfugiant dans le temps et la répression d'une jeunesse exaspérée», lit-on dans une déclaration transmise à notre rédaction.

A. Kersani